

Dans une phrase peu aperçue de son [discours sur « l'état de l'Union »](#), le président de la Commission a repris une de ses idées fixes : les Etats membres de l'Union européenne devraient mutuellement (et naturellement) se porter assistance militaire dans le cadre d'une défense collective.

Petit problème : en Europe l'OTAN monopolise, depuis toujours, la défense mutuelle et, dans les cercles officiels, il n'y a pas plus tabou que de contester cet état de fait. Or, sans aller jusqu'à réchauffer son [idée d'une armée européenne](#), lancée en mai dernier, Jean-Claude Juncker n'en a pas moins repris un des points essentiels. Et, une fois de plus, il l'a fait en évoquant la menace à l'Est.

« Nous devons être unis quand il s'agit de nos Etats membres à l'Est, notamment les pays baltes. La sécurité et les frontières des Etats membres de l'Union européenne sont inviolables. » Si Juncker insiste tellement sur la crise avec la Russie pour justifier sa version, européenne, de défense collective, c'est parce qu'il en profite aussi pour vendre cette idée justement aux pays d'Europe centrale et orientale qui y ont toujours été hostiles, loyauté otanienne oblige.

Bien entendu pour Juncker, l'idée n'est pas venue avec la crise en Ukraine. En 2003, en tant que Premier ministre du Luxembourg, il a été l'un des quatre chefs d'Etat et de gouvernement a signé [la déclaration de Tervuren](#), à l'occasion de ce que les Américains, furieux, avaient alors appelé le « [sommet des chocolatiers](#) ». Les dirigeants français, allemand, belge et luxembourgeois y avaient esquissé le projet d'une Union européenne de sécurité et de défense, dont les membres se défendraient mutuellement.

En décembre de la même année, Juncker [s'est exprimé](#) pour faire comprendre que cette idée s'imposait avec la force de l'évidence. « *A mes yeux, l'Union européenne a besoin (...) d'une clause de défense mutuelle. Je suis un peu gêné, je l'avoue, par le débat qui a pu graviter autour de cette notion. Si l'intégration européenne est à finalité politique, si nous visons à augmenter, jour après jour, la masse importante de nos solidarités transnationales, il est évident que l'Union européenne et ses Etats membres doivent s'engager, entre eux-mêmes, à porter secours et assistance à celui qui serait attaqué de l'extérieur. Croit-on vraiment – je le dis pour les pays membres neutres – que si, demain, l'Autriche ou la Finlande était attaquée, nous resterions les bras croisés dans nos salons feutrés de Bruxelles et d'ailleurs pour observer la suite des événements ? Déjà, l'assistance mutuelle est dans les têtes. »*

Sauf que, dans les discours et dans les traités, la défense collective reste toujours la chasse gardée de l'Alliance atlantique, voire de plus en plus, grâce justement à la crise avec la Russie. Car l'OTAN se targue d'être le seul à pouvoir assurer aux Européens [la supposée protection](#) américaine.

Source : [IVERIS](#)